

Le Français, Deuxième Langue de l'Union Européenne? Peut-être plus pour très longtemps

Victor Ginsburgh* et Shlomo Weber**

Le cinquième élargissement de l'Union Européenne prévu pour 2004 conduit à la création d'une union de 450 millions de citoyens, et d'une puissance économique comparable à celle des Etats-Unis. La préservation des identités culturelles est inscrite dans les textes européens, et les langues en font évidemment partie. Le fait que l'Union se soit engagée au principe du multilinguisme et au droit fondamental du respect de l'égalité entre citoyens, implique, en particulier, des droits égaux à l'information.¹

L'élargissement en cours porte sur des pays d'idiomes très divers (polonais, tchèque, slovaque, slovène, hongrois, letton, estonien, maltais, etc.) et très peu répandus hors de leurs pays d'origine. Si l'Union veut maintenir le régime de traduction et d'interprétation en cours à l'heure actuelle, la Commission estime qu'il faudra 1 400 interprètes et traducteurs supplémentaires après le passage de 11 langues à 20. Si par contre, on accepte que seuls les documents "importants" (notamment, les documents législatifs) soient traduits, c'est de 675 emplois supplémentaires qu'il est question. Pour éviter les coûts posés par la traduction de chacune des 20 langues dans chacune des autres (y compris du finlandais vers le maltais), on a proposé d'utiliser l'anglais (et sans doute l'allemand et le français) comme langue de travail vers laquelle et depuis laquelle les autres langues seront traduites. Sans réforme, l'élargissement pourrait ajouter quelque 550 millions d'euros aux 686 millions dépensés chaque année jusqu'ici. Neil Kinnock, vice-président de l'U.E. a beau considérer que cela fait à peine deux euros par tête et 0,8% du budget de l'U.E., les montants absolus (1,2 milliards d'euros par an) sont loin d'être négligeables.

Ces considérations financières posent évidemment la question du nombre de langues de travail à retenir, tout en notant que les économies faites par le passage d'un régime multilingue complet à un régime "contrôlé" pourraient faire croire à certains citoyens qu'ils sont "exclus".

* Professeur à l'Université Libre de Bruxelles; email: vginsbur@ulb.ac.be.

** Professeur à la Southern Methodist University, Dallas; email: sweber@post.cis.smu.edu.

¹ Les problèmes de justice ne seront pas traités dans notre article. Voir à ce sujet, Philippe Van Parijs, *Linguistic Justice, Politics, Philosophy and Economics* 1 (2002), 59-74. Voir aussi son interview dans *La Libre Belgique*, 23 octobre 2003.

Le Tableau 1 donne les pourcentages de population exclue dans l'ensemble de l'U.E., si une seule des six langues les plus importantes (prises dans l'ordre décroissant du nombre de citoyens de l'U.E. qui disent la connaître²) devenait langue de travail. L'anglais domine évidemment; il n'en reste pas moins vrai que 45% de la population serait exclue si seul l'anglais était choisi. Ces taux d'exclusion sont encore plus élevés pour les autres langues. Il faut néanmoins remarquer la réduction importante d'exclus parmi les jeunes, puisque le pourcentage passe de 45% pour l'ensemble de la population à 27% chez les jeunes: si aujourd'hui toute la population était âgée de moins de 40 ans, il y aurait 67,5 millions d'Européens supplémentaires familiers de l'anglais.

Tableau 1
Population exclue en cas de langue unique (%)

Langue	Anglais	Français	Allemand	Italien	Espagnol	Néerlandais
Population entière	45	66	69	83	85	94
Moins de 40 ans	27	63	67	83	84	94

Il est donc clair que si l'on veut réduire les taux d'exclusion, plusieurs langues doivent être utilisées simultanément. C'est ce qui est fait dans les données du Tableau 2, où sont introduites à la suite l'une de l'autre, les langues connues par le plus grand nombre de citoyens de l'U.E.

Même si globalement, l'anglais est la langue la plus répandue, le nombre d'exclus dans certains pays (y compris en France, en Allemagne, en Espagne et en Italie) serait très élevé, s'il était seul à être adopté. L'addition du français fait tomber les exclus à 30%, celle du français *et* de l'allemand, à 18%. La situation s'améliore si l'on s'intéresse au futur (c'est-à-dire aux jeunes de moins de 40 ans), mais le nombre d'exclus reste élevé en Espagne (31%), en Grèce (26%), en Italie (28%) et au Portugal (33%). L'adoption des six langues les plus parlées dans l'U.E. n'exclut plus que 4% de la population globalement,

² Ici, comme dans la suite de l'article, le fait de connaître ou non une langue résulte de réponses à une enquête portant sur 1 000 habitants dans chacun des 15 pays de l'U.E. Cette enquête a été réalisée par l'INRA (Europe) pour compte de la Commission. L'INRA a bien voulu procéder à des tris supplémentaires qui nous ont permis l'analyse qui suit. Merci à Christine Kotarakos et Rosario Spadaro de l'INRA pour leur patience et leur aide.

mais les exclus restent nombreux en Finlande (35%), en Grèce (50%) et au Portugal (57%).

Il est important de faire remarquer que, contrairement à ce qui se passe avec l'anglais, le français et l'allemand, l'introduction de l'italien, de l'espagnol et du néerlandais réduit les exclus essentiellement dans les pays dont la langue est originaire (Italie, Espagne et Pays-Bas-Belgique).

Tableau 2
Taux d'exclusion selon les langues choisies
(en % de la population)

	Ensemble de la population				Population de moins de 40 ans			
	A	AF	AFD	6	A	AF	AFD	6
Allemagne	46	44	0	0	26	24	0	0
Autriche	54	52	0	0	34	32	0	0
Belgique	60	18	16	0	45	8	7	0
Danemark	25	24	16	15	16	15	6	5
Espagne	64	57	56	0	39	32	31	0
Finlande	39	39	36	35	14	13	12	11
France	58	0	0	0	37	0	0	0
Grèce	54	53	51	50	29	28	26	26
Luxembourg	81	4	0	0	73	6	0	0
Irlande	5	4	2	0	4	0	0	0
Italie	61	48	47	0	37	39	28	0
Pays-Bas	30	20	14	0	20	11	9	0
Portugal	65	59	58	57	41	34	33	32
Royaume-Uni	1	1	0	0	2	2	0	0
Suède	20	20	18	17	6	5	4	3
Union Européenne	45	30	18	4	27	17	10	2

A = anglais, AF = anglais et français; AFD = anglais, français et allemand; 6 = anglais, français, allemand, italien, espagnol et néerlandais.

Le français, l'allemand et l'élargissement de l'Union

Globalement, le français domine l'allemand. Le groupe anglais-français "exclut" 2% de citoyens (7 millions) de moins que le groupe anglais-allemand. Il paraît cependant raisonnable de conserver les trois langues comme langues de travail. Ceci est d'autant plus vrai que les dix nouveaux candidats à l'entrée sont vraisemblablement plus orientés vers l'allemand que vers le français. En Pologne, par exemple, 14% des habitants (5,4

millions) connaissent l'allemand, alors que seulement 2% (0,8 millions) connaissent le français, ce qui réduira de 7,4 millions à 2,8 millions la différence entre le nombre de citoyens parlant le français et l'allemand dans la nouvelle U.E. L'écart pourrait *in fine* se révéler favorable à l'allemand si l'on tient compte des autres nouveaux entrants, République tchèque, Slovaquie, Pays Baltes, où l'allemand est sans doute mieux connu que le français. L'allemand pourrait dès lors prendre la place du français comme deuxième langue dans la nouvelle Europe.

En guise de conclusion

Les Indiens de Géorgie au 18e siècle étaient-ils plus intelligents que nous ne le sommes au 21e siècle? Dumont de Montigny, un français qui s'était installé en Géorgie à l'époque observait que "les autochtones apprennent plusieurs langues, et en particulier une langue véhiculaire. Dans ce pays, grand et vaste, peuplé de nations tellement différentes, il y a en effet, à côté de la langue nationale, une langue véhiculaire parlée partout." Il est temps pour l'Europe de suivre cet exemple!